Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger

Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger

Band: 20 (1993)

Heft: 2

Artikel: Deux questions posées à Kaspar Villiger et à Andreas Gross : sécurité: avec ou sans armée?

Autor: Rusconi, Giuseppe / Villiger, Kaspar / Gross, Andreas

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912553

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'alternance judicieuse du temps consacré au travail...

...et des moments de détente fait partie de la conception «Armée 95». (Photos: Michael von Graffenried)

Les principales réformes sont les suivantes:

- suppression des formations du landsturm (fin des obligations militaires à l'âge de 42 ans);
- suppression des brigades de réduit et des brigades de frontière (les troupes de combat sédentaires sont jugées inadaptées aux nouveaux conflits potentiels);
- regroupement de l'infrastructure militaire dans des formations de forteresse. D'autres formations seront ainsi déchargées de tâches sédentaires;
- restructuration des trois divisions mécanisées en cinq brigades blindées (augmentation de la souplesse opérative);
- création de régiments d'infanterie à Berne et à Genève (villes d'importance stratégique);
- création d'un régiment d'aide en cas de catastrophe, comprenant quatre bataillons;
- adaptation de la structure et de l'armement des bataillons de fusiliers de montagne afin que l'engagement des troupes de montagne soit possible dans tout le pays;
- fusion des classes d'âge des formations de l'élite et de la landwehr.

La nouvelle instruction

Les grands principes d'«Armée 95» précisent que l'instruction militaire doit évoluer vers un plus grand respect et une plus grande considération mutuelle entre les militaires de rang supérieur et les militaires de rang inférieur. L'instruction militaire doit servir avant tout à promouvoir le sentiment de responsabilité, la discipline, le sens de l'initiative et la camaraderie, autant de valeurs qui représentent les fondements du succès, que ce soit en général ou dans les situations de crise. Parmi les mesures prévues figure le principe de l'équilibre entre les phases de travail et les phases de repos. On souligne également la nécessité de considérer le groupe davantage comme une communauté sociale, afin de pouvoir améliorer les prestations et l'instruction. ■

Deux questions posées à Kaspar

Sécurité: avec

La réforme «Armée 95» et l'acquisition d'avions de combat qui lui est étroitement liée ne font pas partout l'unanimité. Le conseiller fédéral Kaspar Villiger, chef du Département militaire fédéral, et Andreas Gross, conseiller national socialiste et membre dirigeant du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), répondent aux questions de la «Revue Suisse».

Monsieur le Conseiller fédéral, la réforme «Armée 95» va-t-elle affaiblir notre armée?

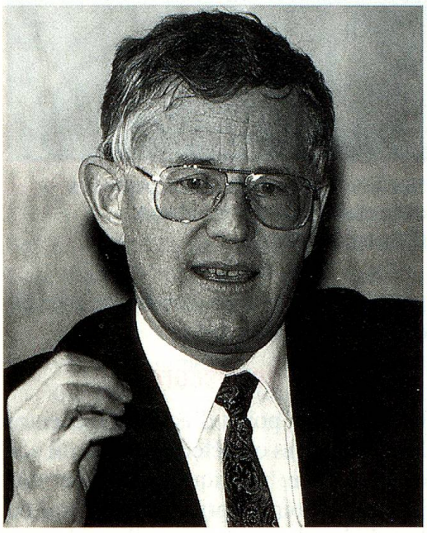
Kaspar Villiger: Une armée crédible doit toujours être le reflet de la situation en matière de politique extérieure et intérieure. Le Conseil fédéral a tracé pour la Suisse les grandes lignes d'une politique de sécurité qui tient compte des mutations survenues au cours de ces dernières années. La guerre froide n'est plus qu'un souvenir et les vieilles structures ont volé en éclats. Malgré les chances qui s'offrent à nous, l'instabilité est grande. Les risques existent toujours et le monde n'est pas devenu plus sûr. La réforme «Armée 95» tient compte de cette évolution. L'armée devra désormais s'acquitter de nouvelles tâches en matière de défense, les effectifs seront diminués et les périodes de service raccourcies. En revanche, l'armée sera rendue plus souple et plus dynamique, les forces seront concentrées et l'armement modernisé. Et ce, parallèlement à une diminution des dépenses militaires! L'armée que l'on connaissait sous la guerre froide va devenir un instrument polyvalent destiné à gérer les crises.

Pourquoi la Suisse ne peut-elle pas se permettre de renoncer à l'achat de nouveaux avions de combat?

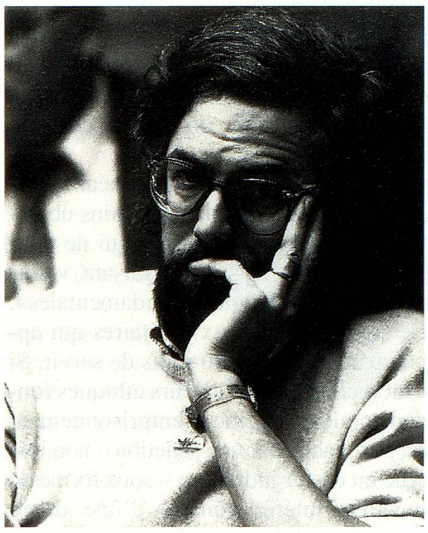
Notre aviation militaire est désuète; nous devons remplacer 130 vieux avions par 34 nouveaux appareils. Cet investissement, qui a une priorité absolue, trouve sa place au budget. C'est pourquoi aucun nouvel impôt ne sera perçu. La votation du 6 juin ne portera pas seulement sur l'achat des ces 34 avions de combat. Déposée par le Groupe pour une Suisse sans armée, l'initiative qui sera soumise au vote a plutôt pour but d'interdire tout renouvellement de notre aviation militaire jusqu'à la fin du siècle. Ce n'est pas seulement la protec-

Villiger et à Andreas Gross

ou sans armée?



Le conseiller fédéral Kaspar Villiger: «Le monde n'est pas devenu plus sûr.» (Photos: Keystone)



Le conseiller national Andreas Gross: «Aujourd'hui, l'armée ne garantit plus la sécurité.»

tion du pays qui est en jeu, mais aussi son prestige. Les Etats étrangers pourraient-ils encore faire confiance à un pays qui confierait sa sécurité à des personnes voulant supprimer l'armée?

Le Conseil fédéral rejette également la seconde initiative, qui veut interdire la modernisation des places d'armes. Qu'en est-il de l'aspect financier? En 1960, la part des dépenses militaires constituait encore plus de 30% du budget de la Confédération; en 1993, elle représente à peine 12%. Entre 1990 et 1996, les dépenses d'armement auront diminué de près de 25% en termes réels. Cette diminution est considérable, même dans le contexte international.

Monsieur le Conseiller national, il y a quelques années, vous avez lancé l'initiative «pour une Suisse sans armée». Que pensez-vous de la réforme «Armée 95»? Vous satisfait-elle?

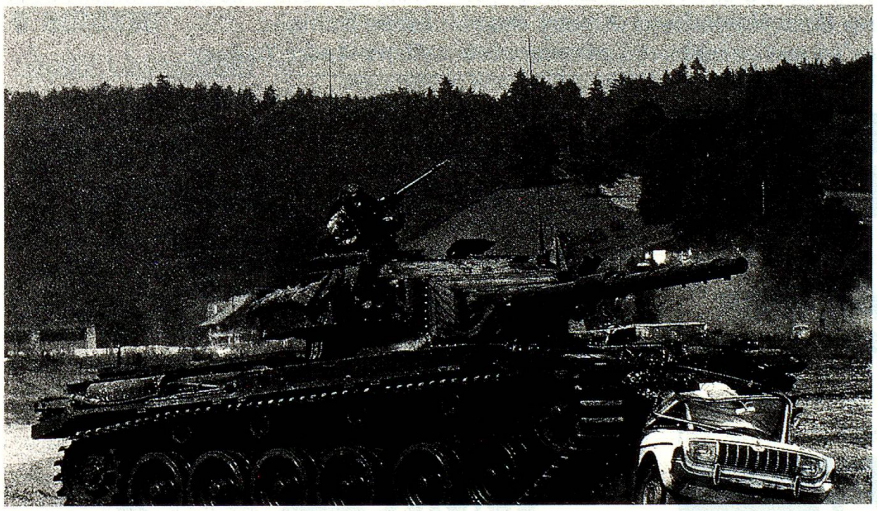
Andreas Gross: Pas du tout. C'est pour moi une rénovation de façade, une réforme superficielle qui ne s'attaque pas aux vrais problèmes. Si cette réforme a été lancée, c'est que l'économie privée ne voulait plus que ses employés passent autant de temps sous les drapeaux. En réalité, l'objectif visé est la rationalisation.

A l'heure actuelle, la défense nationale et la politique de sécurité ne devraient plus être confiées à l'armée; il s'agit de procéder à un désarmement et de commencer à s'attaquer aux structures militaires. L'armée ne crée plus la sécurité, elle n'est plus à même de défendre le pays. Nous devons changer de mentalité et concentrer nos efforts sur l'élaboration d'une politique économique et sociale qui empêche que les conflits, inhérents à l'espèce humaine, ne dégénèrent en violences.

Vous soutenez les deux initiatives antimilitaristes. Mais n'est-il pas risqué de renoncer à l'achat de tout nouvel avion de combat jusqu'en l'an 2000, alors que des conflits font rage à nos portes?

La vie, qui est toujours dangereuse, ne l'est pas moins avec des avions de combat. Du reste, les conflits vont de pair avec la liberté, comme le mot «amen» va de pair avec la religion. Pourtant la question se pose de savoir pourquoi l'ex-Yougoslavie, par exemple, est devenue le théâtre d'une telle brutalité. En tout cas, l'engagement d'avions de combat n'aurait pas permis d'éviter ce conflit. Cela étant, cette guerre balkanique a tout d'une guerre civile, ce qui explique pourquoi l'Italie notamment ne se sent pas menacée. Mais nous, nous devons chercher le moyen d'éviter l'escalade de la violence. La solution passe non pas par le réarmement, mais par le désarmement. Les pays de l'ancien bloc de l'Est ont besoin d'une aide financière considérable pour pouvoir poursuivre leur développement économique et social, faute de quoi on ne pourra éviter que des conflits armés n'éclatent dans cette région du monde. Or si l'achat de nouveaux avions de combat était décidé, nous serions contraints de restreindre notre aide en faveur de ces pays.

Interviews: Giuseppe Rusconi



Pour une plus grande souplesse: les trois divisions mécanisées sont réorganisées en cinq brigades blindées. (Photo: Michael von Graffenried)

Succession
en Suisse:
Testament
Inventaire
Liquidation du régime matrimonial et partage de la succession
Contrat de partage d'héritage
Treuhand Sven Müller
Birkenrain 4
CH-8634 Hombrechtikon ZH
Tél. 055/42 21 21